

CR rencontre APRC des « 3B » Aquitaine Sud à PAU le 23 février 2019

Etaient présents : Léon L, Josiane et Laurent E., Michel C., Lucette et Benoît G., François M.

Après avoir échangé les nouvelles que nous pouvions avoir les uns ou les autres des absents et partagé croissants offerts par Lucette et café préparé par André qui nous accueille dans son presbytère, nous sommes entrés dans le vif de notre sujet du jour: la préparation de nos deux assemblées générales.

Premier étonnement : **la qualité (couleur et papier glacé) du Bulletin 82** que nous venions de recevoir la veille, encore que pour deux d'entre nous le facteur ne l'avait pas encore livré. Explication fournie par Josiane : le bulletin a été commandé au prestataire qui assure les éditions de l'APSSEC, le devis convenu représentant une économie financière et de main d'œuvre par rapport à l'ancienne méthode de fabrication et d'envoi. La qualité du Bulletin, non spécifiée au devis, fut donc une surprise pour tous. Mais un devis étant un devis, il ne devrait pas y avoir de coût supplémentaire. Cette nouvelle organisation ne s'est pas mise en place sans quelque problème de timing d'où la livraison retardée par rapport aux prévisions.

Nous avons d'abord travaillé sur **le nouveau texte des statuts** et, bien sûr, nous nous sommes particulièrement arrêtés sur **l'article 4**. Il nous a semblé que le texte proposé était encore un peu trop « limitatif » en ce qui concerne l'expression de l'intérêt général. Ne pourrait-on pas l'élargir, par exemple en reprenant une partie de l'ancien texte, ce qui donnerait :

« L'association a pour but de défendre les droits économiques et sociaux des personnes qui sont lésées au regard de leur retraite et plus spécialement de celles ressortissant du régime des cultes institué par la loi 78-4 du 2 janvier 1978 et de toutes celles qui n'y ont pas été affiliées alors qu'elles devaient l'être, ainsi que de leurs ayants droit. »

A **l'article 5 a)** nous proposons d'écrire : « ... pour elles-mêmes et/ou pour d'autres... » ; et, à **l'article 6**, de supprimer l'expression « obligatoire pour tout adhérent » qui nous a paru redondante avec l'indication déjà inscrite à l'article 5 a) : « Les adhérents (...) versent une cotisation annuelle. »

Concernant l'assemblée générale ordinaire, nous sommes tombés d'accord pour adopter les différents rapports, ce qui facilitera la tâche des quatre mousquetaires qui seront présents à l'AG.

Cependant, si tout le monde approuvait la **proposition de passer à 45€ le montant indicatif de la cotisation**, comme indiqué dans l'Endirca n°41, plusieurs n'étaient pas d'accord pour dire que ce montant puisse s'appliquer à l'année 2019. Certes, l'AG doit voter sur l'exercice clos de 2018, elle doit aussi voter un budget prévisionnel pour l'exercice déjà en cours de 2019, mais le montant de la cotisation à voter doit concerner l'année 2020. C'est d'autant plus évident, d'après eux, que plusieurs ont déjà versé leur cotisation 2019 sur la base du montant voté en 2018 pour 2019. Avantage évident de cette formule : on peut solliciter le versement des cotisations dès l'envoi des documents concernant l'AG puisque le montant en est fixé depuis l'AG précédente. Nous mettrons-nous d'accord à l'AG ?

François a ensuite évoqué l'affaire de Valérie A. qui au terme d'une procédure de 6 ans et demi (!!!) a vu la cour de Nancy, le 11 février 2019, confirmer en deuxième appel ses prétentions (11 trimestres), rappelant en particulier que les conditions d'assujettissement relèvent uniquement du code de la SS, que postulat et noviciat doivent être assimilés à des périodes cotisées (faisant remarquer que la Cavimac ne conteste plus ce point), que le RI de la Cavimac a été déclaré illégal par le conseil d'état... et condamnant la Cavimac à 2000€ d'article 700. Y aura-t-il un nouveau pourvoi de la Cavimac en Cassation d'ici le 11 avril ?

Léon de son côté attend toujours d'être convoqué par le tribunal. Il nous fait part du billet qu'il a rédigé pour le site, sur la sollicitation de Jean D., sur le thème de son interview par Christoffe Hondelate diffusée en juin 2018 sur Europe 1.

Nous nous sommes donné rendez-vous au samedi 29 juin pour notre prochaine rencontre.